



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 40 – 7 décembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement britannique confirme sa décision de soutenir le développement de la centrale nucléaire de Sizewell C

Climat & Energie

- Le gouvernement lance un nouveau programme ECO+ pour aider les ménages défavorisés à isoler leurs logements

Environnement

- Les critiques concernant les compagnies des eaux en Angleterre continuent
- Seulement 3 % des entreprises britanniques surveillent les risques pouvant nuire à la nature et à la biodiversité

Industrie

- Un rapport parlementaire estime que le R-U doit mettre en œuvre rapidement une stratégie sur les semi-conducteurs
- L'industrie automobile exhorte le gouvernement à prendre rapidement des mesures pour « assurer son avenir sur le long terme »
- Les constructeurs automobiles s'inquiètent des effets des tarifs liés aux règles d'origine sur les prix des véhicules électriques
- Les fonds du *Global Britain Investment Fund (GIBF)* sont en partie issus de dispositifs de subvention existants
- *Ford* investit 150 M£ dans son usine d'Halewood près de Liverpool

Transports

- La zone à très faibles émissions (*ULEZ*) sera étendue à l'ensemble de l'agglomération londonienne dès août 2023
- Le syndicat *RMT (Rail, Maritime and Transport Workers)* rejette l'offre du *RDG (Rail Delivery Group)* et maintient les préavis de grève

Fait marquant

Le gouvernement britannique confirme sa décision de soutenir le développement de la centrale nucléaire de Sizewell C

Le ministre en charge de l'énergie, Grant Shapps s'est rendu sur la côte du Suffolk pour marquer la [signature de contrats avec EDF](#) prévoyant un [investissement gouvernemental de 700 M£](#) dans la future centrale nucléaire de Sizewell C. Cette centrale comprendra deux réacteurs, censés pouvoir générer 7% des besoins en électricité du Royaume-Uni. Dans le cadre de l'accord, le gouvernement deviendrait actionnaire à 50 % dans le développement du projet avec EDF, tandis que l'[entreprise chinoise CGN](#), jusqu'alors actionnaire à hauteur de 20 %, sortirait du projet en contrepartie du versement d'une indemnité couvrant ses coûts engagés. Le directeur général d'EDF Energy, Simone Rossi, a déclaré que le projet donnerait un nouvel élan aux emplois et aux compétences dans l'industrie nucléaire et offrirait de nouvelles opportunités aux communautés du Suffolk. Grant Shapps a aussi déclaré que les ministres s'étaient engagés à développer d'autres nouveaux projets nucléaires ainsi qu'à porter le projet de loi sur la sécurité énergétique.

Le chiffre de la semaine

1 100

Interrogée par une commission de la Chambre des Lords la semaine dernière, la ministre de l'[environnement](#) Therese Coffey a déclaré que le droit britannique comportait environ 1100 législations européennes sur l'environnement, soit près du double du nombre identifié par le [tableau de bord du gouvernement](#). Le projet de loi [Retained EU Law Bill](#) présenté par le gouvernement Truss, prévoit de rendre caduque au 31 décembre 2023 une large part de la législation héritée de l'Union européenne, sauf à ce que les ministres décident de les conserver jusqu'en 2026. La « *sunset clause* » de fin 2023 est très critiquée. D'une part, elle est jugée irréaliste par les acteurs économiques pour effectuer le nécessaire travail de sélection, et d'autre part, les associations environnementales craignent que ce processus ne conduise à un affaiblissement de la protection de l'environnement au R-U.

Le graphique de la semaine



UK Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global.

Data were collected 11-25 November 2022.

Le *PMI (Purchasers' Managing Index)* dans l'industrie manufacturière britannique s'établit à 46,5 en novembre (46,2 en octobre), soit un cinquième mois consécutif en-deça du seuil de 50 (ce qui, pour mémoire, indique un recul anticipé de l'activité). La baisse de la production s'expliquerait principalement par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pénuries mondiales de certains composants. Les commandes à l'export ont chuté au rythme le plus rapide depuis mai 2020 et se sont dégradé plus fortement pour certains partenaires commerciaux majeurs du R-U (Union européenne, Etats-Unis, Chine). La hausse des prix de l'énergie affecte l'ensemble des industries. Reflétant ces difficultés économiques, le nombre de suppression d'emplois est à son plus haut niveau depuis avril 2020, tandis que la confiance des entreprises est à son plus bas niveau depuis cette date. Malgré cela, 44 % des entreprises s'attendent à une croissance de leur activité en 2023.

Climat & Energie

Flash – Cinq projets de [stockage](#) d'énergie renouvelable pourront bénéficier d'un fonds public de 32,9 M£ dans le cadre d'un nouveau cycle du *Longer Duration Energy Storage (LODES) competition*.

Flash – [National Grid](#), gestionnaire du réseau électrique au R-U, a finalement décidé de ne pas déployer dès le mois de décembre un mécanisme prévoyant de récompenser financièrement les consommateurs utilisant de l'électricité aux heures creuses. Des mesures suffisantes auraient été prises pour éviter une rupture des approvisionnements énergétiques cet hiver.

Flash – La Haute Cour britannique a approuvé le rachat du fournisseur d'énergie [Bulb](#), sous administration de l'Etat depuis sa faillite, par *Octopus*. Cette décision intervient alors que ses concurrents *E.ON*, *Centrica* et *Scottish Power* ont déposé des recours judiciaires pour dénoncer

le manque de transparence des conditions de l'accord conclu en octobre entre *Octopus* et le gouvernement. Par ailleurs, le directeur de *Centrica*, propriétaire de *British Gas*, a estimé que plusieurs fournisseurs d'énergie devraient [faire faillite](#) cet hiver ; selon lui, certains ne survivent que grâce aux flux de trésorerie créés par les programmes de soutien du gouvernement.

Flash – Le régulateur de l'énergie [Ofgem](#) a demandé aux 6 sociétés de réseaux de distribution d'électricité de consacrer une plus grande partie de leurs bénéfices à des investissements destinés à assurer l'avenir du réseau, en interdisant toute hausse des factures des ménages. L'une des principales exigences du plan couvrant la période 2023-28 sera que les réseaux concentrent leurs investissements sur la baisse de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés, au profit de sources d'énergie plus locales, plus propres, moins chères et plus sûres.

Flash – Selon le registre de gestion des biens de l'agence statistique de l'enseignement supérieur, [59 % des universités britanniques](#) n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction des émissions de carbone, alors que le secteur s'était fixé pour objectif de réduire de 43 % les émissions directement contrôlées par les établissements entre 2005-06 et 2020-21.

Le gouvernement lance un nouveau programme ECO+ pour aider les ménages défavorisés à isoler leurs logements

Le ministre en charge de l'énergie, Grant Shapps, a annoncé le lancement d'un nouveau programme ECO+, doté d'un budget de 1 Md£. Selon le gouvernement, le nouveau système ECO+ permettra à des centaines de milliers de ménages qui ne bénéficient actuellement d'aucune aide gouvernementale pour améliorer l'isolation de leur logement de bénéficier d'un soutien. Cette mesure complètera les programmes d'aide au chauffage existants, dotés d'un budget de 6,6 Md£. Environ 80 % des fonds seront mis à la disposition des ménages modestes qui vivent dans les logements les moins efficaces du pays sur le plan énergétique - c'est-à-dire ceux dont l'indice EPC (*Energy performance certificate*) est égal ou inférieur à D - et qui se situent dans les tranches inférieures de la taxe d'habitation. Les 20 % restants seront destinés aux personnes les plus vulnérables, notamment celles qui bénéficient de prestations sous condition de ressources ou qui sont en situation de précarité énergétique. Les modalités de mise en œuvre de ce dispositif font l'objet d'une [consultation publique](#) ouverte jusqu'au 23 décembre. Par ailleurs, une nouvelle campagne d'information publique de 18 M£ proposera des astuces et des conseils techniques pour permettre aux gens de réduire leur consommation d'énergie et faire des économies.

Environnement

Flash – L'ONG [CPRE \(The countryside charity\)](#) a mené une étude auprès de plus de 1 100 agriculteurs, qui révèle une forte demande de soutien public pour accroître les réseaux de haies et atteindre l'objectif de 40 % de haies supplémentaires d'ici 2050. Cette enquête montre que les agriculteurs sont conscients des avantages des haies (pour la préservation de la nature, l'ombrage des cultures et l'attraction des pollinisateurs et des prédateurs de ravageurs) mais que le manque de financement est le principal obstacle à leur plantation et à leur entretien.

Flash – La secrétaire d'Etat en charge des forêts, Trudy Harrison, a annoncé un nouveau financement de 499 000 £ pour planter des arbres, dans le cadre d'un programme spécial - *The Queen's Green Canopy* –. Pour mémoire, le gouvernement s'est engagé à tripler les taux de plantation d'arbres en Angleterre, dans le cadre du plan d'action [England Trees](#), soutenu par un financement de 675 M£, qui reflète la contribution de l'Angleterre à la réalisation de l'objectif global du Royaume-Uni de planter 30 000 hectares par an d'ici la fin 2024.

Les critiques concernant les compagnies des eaux en Angleterre continuent

Une étude du [Guardian](#) a révélé que plus de 70 % du secteur de l'eau en Angleterre était détenu par des sociétés d'investissement étrangères, des fonds de capital-investissement, des fonds de pension et des entreprises logées dans des paradis fiscaux. Par pays, les entreprises américaines ont la plus forte participation dans les entreprises anglaises du secteur de l'eau, en détenant près de 17 % ; les entreprises canadiennes et australiennes sont les 2^{ème} et 3^{ème} plus gros investisseurs. Ash Smith, cofondateur du groupe de campagne *Windrush Against Sewage Pollution*, qui enquête depuis plusieurs années sur les compagnies des eaux, a déclaré : « *L'odeur de la privatisation et de la faiblesse de la réglementation a atteint le monde entier et a attiré les fonds d'actionnaires les plus puissants et les plus intelligents* ». Selon plusieurs ONG, l'industrie de l'eau devrait être renationalisée après trois décennies au cours desquelles les neuf principales compagnies d'eau et d'assainissement ont accumulé des dettes nettes de près de 54 Md£ et versé des dividendes de 65,9 Md£, tout en n'investissant pas assez pour maintenir les infrastructures. Six compagnies des eaux font actuellement l'objet d'une enquête pour des activités potentiellement illégales, alors que la pression s'accroît sur le secteur pour qu'il consacre davantage d'argent au remplacement et à la remise en état des infrastructures. Le gouvernement a ainsi récemment ordonné à l'industrie de dépenser 56 Md£ pour mettre fin aux millions de litres d'eaux usées brutes déversées dans les rivières et les mers par les déversoirs d'orage, et annoncé que le [produit des amendes](#) infligées aux compagnies des eaux serait intégralement consacré à des projets d'amélioration de l'environnement et de la qualité des eaux.

Seulement 3 % des entreprises britanniques surveillent les risques pouvant nuire à la nature et à la biodiversité

Selon une [étude de l'Office national des statistiques \(ONS\)](#) publiée juste avant le début de l'ouverture de la COP15 sur la biodiversité, 37 % des entreprises interrogées entre le 20 septembre et le 2 octobre ont déclaré qu'elles étaient « *très* » ou « *assez* » préoccupées par l'impact que le changement climatique pourrait avoir sur leur activité. 14 % des entreprises britanniques ont déclaré avoir pris une ou plusieurs mesures stratégiques pour aider à protéger l'environnement (élaboration d'une stratégie de lutte contre le changement climatique, adoption d'un objectif d'émissions nettes nulles ou de gaz à effet de serre, surveillance des risques liés au climat et surveillance des risques liés à la nature ou à la biodiversité). En ce qui concerne les actions spécifiques, 3 % ont déclaré qu'elles surveillaient les risques liés à la nature ou à la biodiversité. En revanche, près des deux tiers (64 %) d'entre elles ont déclaré n'avoir pris aucune mesure stratégique pour protéger l'environnement.



Industrie

Flash – Depuis le début de l'année, les ventes de voitures particulières sont inférieures de 26,7 % à leur moyenne de 2015 à 2019 ; ce faible niveau s'explique par les effets sur les consommateurs d'une inflation très élevée et d'une hausse des coûts d'emprunt.

Flash – Malgré la pénurie de [logements](#) au R-U, le Premier ministre s'apprêterait à supprimer l'objectif de construire chaque année 300 000 logements neufs en Angleterre. Cette décision intervient alors qu'une centaine de députés conservateurs ont menacé de déposer un amendement au *Levelling Up and Regeneration Bill* visant à supprimer cette obligation.

Un rapport parlementaire estime que R-U doit mettre en œuvre rapidement une stratégie sur les semi-conducteurs

La commission parlementaire des Entreprises, de l'Energie et de la Stratégie industrielle (*BEIS*) a publié son cinquième [rapport](#) sur l'industrie britannique des semi-conducteurs. Si le R-U possède des capacités de production dans ce domaine – comme les semi-conducteurs composés ou à matériaux avancés – il ne dispose pas encore d'une chaîne d'approvisionnement de bout en bout. Cette situation crée un risque de rupture d'approvisionnement en cas de tensions géopolitiques en Asie, premier fournisseur mondial de semi-conducteurs. Le rapport appelle le R-U à se rapprocher des Etats-Unis et de l'Union européenne afin de sécuriser leurs approvisionnements respectifs, tant en matières premières qu'en produits finis. Les parlementaires invitent également le gouvernement à publier rapidement sa stratégie sur les semi-conducteurs – prévue initialement en octobre 2022 – et à conclure avec l'industrie un accord sectoriel assorti de garanties financières.

L'industrie automobile exhorte le gouvernement à prendre rapidement des mesures pour « assurer son avenir sur le long terme »

Lors du dîner annuel du secteur automobile organisé le 29 novembre, l'Association des producteurs automobiles britannique (*SMMT*) a renouvelé ses demandes d'aide auprès du gouvernement. Selon l'[analyse](#) la plus récente de la fédération professionnelle, la reprise du secteur devrait s'accélérer en 2023. La croissance du marché des voitures et utilitaires pourrait être de 15 % l'année prochaine tandis que la pénurie mondiale de semi-conducteurs devrait s'atténuer, favorisant une hausse de la production automobile. Cette reprise pourrait cependant être de courte durée selon la *SMMT*, avec l'entrée en vigueur de l'obligation britannique de vendre un pourcentage minimum de véhicules zéros émissions, le durcissement des règles d'origine avec l'Union européenne et l'ouverture prévue de *giga*factories à l'étranger mais pas au R-U. Afin de faire face à ces défis et réussir la décarbonation du secteur, la *SMMT* renouvelle sa demande d'un soutien public ambitieux : mesures pour réduire les coûts de l'énergie, aide financière pour les PME, réforme de la fiscalité des entreprises et du financement de l'apprentissage, création d'une *national skills platform* et accélération du déploiement des bornes de recharge électriques.

Les constructeurs automobiles s'inquiètent des effets des tarifs liés aux règles d'origine sur les prix des véhicules électriques

Les constructeurs européens et britanniques ont averti que les prix de nombreux véhicules électriques fabriqués ou vendus au Royaume-Uni et dans l'Union européenne pourraient fortement augmenter à partir de 2024, après que la Commission européenne a déclaré qu'elle ne prolongerait pas les exemptions tarifaires convenues dans l'accord de commerce et de coopération (ACC) entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Les groupes de constructeurs automobiles européens et britanniques demandaient que l'exemption des règles d'origine soit prolongée au-delà du 31 décembre 2023, considérant qu'il n'y a pas assez de batteries et de précurseurs chimiques fabriqués en Europe actuellement et que l'augmentation des prix des matières premières utilisées dans les batteries rendait plus difficile le respect des règles d'origine. Ils estiment qu'en l'absence d'évolution des règles, de nombreux véhicules électriques circulant entre les deux pays paieront des tarifs de 10 %, ce qui augmentera les prix pour les consommateurs. Pour mémoire, jusqu'au 1^{er} janvier 2024, au moins 40 % du contenu des véhicules électriques, et 30 % des batteries, doivent être originaires de l'UE ou du Royaume-Uni pour être exemptés de tarifs. À partir de 2024 et jusqu'au 1^{er} janvier 2027, ce pourcentage passera à 45 % pour les véhicules électriques et à 50-60 % pour les batteries. En cas de non respect de ces seuils, les constructeurs automobiles doivent payer des droits de douane de 10 %.

Les fonds du *Global Britain Investment Fund (GIBF)* sont en partie issus de dispositifs de subvention existants

Doté d'un total d'1,4 Md£, le *GIBF* avait été annoncé en 2021 par Rishi Sunak, alors chancelier de l'Echiquier, lors de la présentation du budget d'automne. Selon les documents budgétaires publiés par le gouvernement, le *GIBF* vise à « *fournir des subventions pour encourager les entreprises mobiles au niveau international à investir dans les industries critiques et les plus innovantes du Royaume-Uni, notamment les sciences de la vie et l'automobile* ». Mais, d'après des informations recueillies par le [FT](#) via le mécanisme de *freedom of information request (FOI)*, certains des financements proviennent de dispositifs de subventions existants. A titre d'exemple, les investissements dans l'éolien maritime ont été soutenus par le régime d'aide à l'investissement pour la fabrication d'éoliennes en mer et les fonds de croissance régionaux. Les données montrent par ailleurs que la valeur totale des subventions accordées à ce jour s'élève à 180 M£, soit environ 13 % de la valeur totale du fonds.

Ford investit 150 M£ dans son usine d'Halewood près de Liverpool

Cet investissement permettra d'augmenter la production de composants pour véhicules [électriques](#) et s'ajoute à un investissement de 230 M£ en 2021, qui avait porté la capacité de l'usine à 250 000 unités de transmission électrique. Les 150 M£ supplémentaires porteront cette capacité à 420 000 unités par an à partir de 2024. Grâce à cet investissement, d'ici 2026, plus des deux tiers des véhicules électriques fabriqués par *Ford* en Europe utiliseront des pièces fabriquées à Halewood, qui emploie 500 personnes. *Ford* a également bénéficié de garanties de prêt accordées par l'agence britannique de financement à l'export [UK Export Finance](#) (UKEF), pour un montant de 600 M£.

Transports

Flash – [Transport for London](#) (TfL) devra réaliser 600 M£ d'économies annuelles d'ici 2025-2026, selon le projet de *business plan* de l'opérateur. Les services devraient toutefois être maintenus à leur niveau actuel. Les prix des billets pourraient augmenter de 4 % en mars 2023 puis en mars 2024, mais TfL attend la décision du maire de Londres pour confirmer ces hausses.

Flash – [Rolls-Royce](#) a effectué un essai au sol d'un moteur d'avion de ligne fonctionnant entièrement à l'hydrogène. L'essai, réalisé dans une installation gouvernementale, constitue une première mondiale selon le groupe.

Flash – Le ministère des Transports a publié le 1^{er} décembre ses objectifs et investissements pour le secteur [ferroviaire](#) en Angleterre et au Pays de Galles. *Network Rail* devrait y investir 44 Md£ entre avril 2024 et mars 2029.

Flash – De nouveaux opérateurs [ferroviaires](#) et plusieurs compagnies de [bus](#) londoniennes ont annoncé plusieurs journées de grèves de décembre. Les agents de sécurité d'*Eurostar* ont également annoncé leur intention de se mettre en grève quatre jours avant Noël ; les agents de la police aux frontières ont également confirmé leur intention de faire grève sur cette période.

Flash – Le gouvernement et le secteur privé ont créé un fonds de plus de [70 M£](#), accessible via l'*Advanced Propulsion Centre* (APC), afin de financer des projets innovants de décarbonation des transports.

La zone à très faibles émissions (ULEZ) sera étendue à l'ensemble de l'agglomération londonienne dès août 2023

Etendue à certains quartiers de Londres en octobre 2021, l'[ULEZ](#) s'appliquera à l'ensemble de l'agglomération à partir du 29 août 2023. Les véhicules les plus polluants devront s'acquitter d'un péage quotidien de 12,5 £ pour circuler dans Londres et sa banlieue. Selon les estimations de *Transport for London* (TfL), cette mesure concernerait environ 15 % des véhicules circulant dans les quartiers extérieurs de l'agglomération. Des mesures sont destinées aux personnes les plus précaires : fonds de 110 M£ pour acheter un véhicule moins polluant, exemption pour certains véhicules et populations (notamment les personnes handicapées) et octroi de nouveaux passes de bus gratuits. Le maire de Londres Sadiq Khan a affirmé que cette mesure permettrait d'améliorer la qualité de l'air et que les recettes récoltées seraient réinvesties dans les transports en commun. Les élus conservateurs ont renouvelé leur opposition à cette mesure, tandis que les associations environnementales la jugent insuffisante pour résoudre le problème de la pollution atmosphérique.

Le syndicat RMT (Rail, Maritime and Transport Workers) rejette l'offre du RDG (Rail Delivery Group) et maintient les grèves

Pour mémoire, les membres de la *RMT* travaillant pour 14 compagnies ferroviaires et *Network Rail* ont voté en faveur de deux semaines de grèves réparties entre décembre et janvier. Le *RDG*, qui représente les compagnies ferroviaires, a proposé une hausse des salaires de 8 % sur deux ans et la garantie de ne pas procéder à des licenciements collectifs (*compulsory redundancy*). Le *RDG* a également proposé une évolution des conditions de travail : accords de travail volontaires afin de permettre une hausse des services le weekend, contrats à temps partiel et/ou horaires flexibles pour attirer une main-d'œuvre plus diversifiée, création d'un nouveau poste de « *travailleur de gare polyvalent* » et formation du personnel en gare pour mieux répondre aux besoins des passagers. La *RMT* a rejeté cette offre, son secrétaire général considérant qu'elle « *ne répond[ait] à aucun de nos critères pour obtenir un accord sur la sécurité de l'emploi à long terme, une augmentation salariale décente et la protection des conditions de travail* ». Le syndicat a également annoncé trois nouvelles journées de [grèves](#), du 24 au 27 décembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international